

## Section IV. — Dispositions transitoires et finales

**Art. 16. § 1.** Notre Secrétaire d'Etat à la Communauté française détermine les matières d'enseignement et fixe les programmes et horaires applicables à partir de l'année scolaire 1979-1980 dans les quatre premières années d'études. Il les fixe également pour la cinquième année d'études, qui sera organisée à partir de 1980-1981.

## § 2. A titre transitoire :

a) Les matières, programmes et horaires de 2e année, prévus au cours de l'année scolaire 1978-1979 demeurent d'application en 1979-1980; les matières, programmes et horaires de 3e année prévus en 1978-1979 demeurent d'application en 1979-1980 et 1980-1981.

b) A la demande des étudiants qui ont commencé leurs études dans l'établissement au plus tard en 1978-1979, une quatrième année d'études peut être organisée jusqu'en 1982-1983 comportant les matières, programmes et horaires prévus en 1978-1979. A l'issue de celle-ci, un diplôme peut être délivré à ces étudiants selon les dispositions en vigueur en 1978-1979.

Avant le 1er juillet 1985, ces mêmes étudiants peuvent être autorisés à se présenter devant les jurys institués pour la délivrance du diplôme de maîtrise conformément à l'arrêté du Régent du 24 juillet 1945. Aucun autre diplôme de maîtrise ne sera plus délivré à l'Ecole.

c) Sont autorisés à s'inscrire en 1re année du 2e cycle, au plus tard au cours de l'année académique 1980-1981 et ce en vue d'obtenir l'un des diplômes visés à l'article 4 du présent arrêté, les titulaires d'un diplôme de capacité délivré par l'établissement à l'issue des années académiques 1977-1978, 1978-1979 et 1979-1980.

## Art. 17. § 1. Sont abrogés :

— les articles 2 à 4, 6 à 10, 16 et 17 de l'arrêté royal du 30 novembre 1926 portant fondation et règlement organique de l'Institut supérieur des arts décoratifs;

— les articles 2 à 4 de l'arrêté royal du 29 août 1968 modifiant le règlement organique de l'Ecole nationale supérieure d'Architecture et des Arts visuels.

§ 2. Est rapporté l'arrêté royal du 9 août 1979 portant à cinq années d'études, l'enseignement donné à l'Ecole nationale supérieure d'architecture et des arts visuels.

**Art. 18.** Le présent arrêté produit ses effets au 1er septembre 1979.

**Art. 19.** Notre Secrétaire d'Etat à la Communauté française est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 4 avril 1980.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Secrétaire d'Etat à la Communauté française,

A. DEGROEVE

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES,  
DU COMMERCE EXTERIEUR  
ET DE LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

F. 81 — 140

**3 OCTOBRE 1980.** — Arrêté royal fixant certaines dispositions administratives et pécuniaires en faveur des membres du personnel de la coopération avec les pays en voie de développement, titulaires d'un diplôme d'architecte ou d'ingénieur industriel

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les articles 29, 66, alinéa 2 et 68 de la Constitution;

Vu l'arrêté royal du 10 avril 1967 portant statut du personnel de la coopération avec les pays en voie de développement;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique, donné le 18 janvier 1980;

## Sectie IV. — Overgangs- en slotbepalingen

**Art. 16. § 1.** Onze Staatssecretaris voor de Franse Gemeenschap bepaalt de leerstof en stelt de leerplannen en de lesroosters vast, die vanaf het schooljaar 1979-1980 in de eerste vier jaren studie van toepassing zijn. Hij stelt ze ook vast voor het vijfde jaar studie dat vanaf 1980-1981 zal worden georganiseerd.

## § 2. Bij wijze van overgangsmaatregel :

a) Geldende vakken, leerplannen, en lesroosters van het tweede jaar blijvende van toepassing voor het schooljaar 1978-1979, blijvende van toepassing voor 1979-1980; de voor 1978-1979 geldende vakken, leerplannen en lesroosters van het derde jaar.

b) Kan, op aanvraag van de studenten die hun studies uiterlijk in 1978-1979 in de inrichting hebben aangevat tot 1981-1983 een vierde jaar studie worden georganiseerd met de vakken, leerplannen en lesroosters die voor 1978-1979 gelden. Op het einde ervan kan aan deze studenten een diploma worden uitgereikt volgens de bepalingen van kracht in 1978-1979.

Vóór 1 juli 1985 kunnen deze studenten ertoe gemachtigd worden, zich aan te melden voor de examencommissies belast met het uitreken van het diploma van meester overeenkomstig het besluit van de Regent van 24 juli 1945 geen ander diploma van meester zal nog in de school worden uitgereikt.

c) Worden toegelaten tot de inschrijving in het eerste jaar van de tweede cyclus, uiterlijk in de loop van het academiejaar 1980-1981 en met het oog op het behalen van één der in artikel 4 van dit besluit vermelde diploma's, de houders van een bekwaamheidsdiploma uitgereikt door de inrichting op het einde van de academiejaren 1977-1978, 1978-1979 en 1979-1980.

## Art. 17. § 1. De volgende artikelen worden opgeschreven :

— de artikelen 2 tot 4, 6 tot 10, 16 en 17 van het koninklijk besluit van 30 november 1926 houdende oprichting en organiek reglement van het Hoger Instituut voor Sierkunsten;

— de artikelen 2 tot 4 van het koninklijk besluit van 29 augustus 1968 tot wijziging van het organiek reglement van de Nationale, Hogere School voor Bouwkunst en Visuele Kunsten.

§ 2. Het koninklijk besluit van 9 augustus 1979 waarbij de duur van het onderwijs, gegeven aan de Nationale Hogere School voor Bouwkunst en Visuele Kunsten, op vijf jaar wordt gebracht, wordt ingetrokken.

**Art. 18.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 september 1979.

**Art. 19.** Onze Staatssecretaris voor de Franse Gemeenschap is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 4 april 1980.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Staatssecretaris voor de Franse Gemeenschap,

A. DEGROEVE

MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN,  
BUITENLANDSE HANDEL  
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

N. 81 — 140

**3 OKTOBER 1980.** — Koninklijk besluit tot vaststelling van sommige administratieve en geldelijke bepalingen ten gunste van de personeelsleden van de samenwerking met de ontwikkelingslanden, houders van het diploma van architect of industrieel ingenieur

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de artikelen 29, 66, tweede lid en 68 van de Grondwet;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 april 1967 houdende statuut van het personeel van de samenwerking met de ontwikkelingslanden;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Openbaar Ambt, gegeven op 18 januari 1980;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 1er juillet 1980;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, alinéa 1er;

Vu l'urgence;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Coopération au Développement,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1er. § 1.** Le diplôme d'architecte délivré conformément à la loi du 18 février 1977 relative à l'organisation de l'enseignement de l'architecture est rangé parmi ceux qui permettent le recrutement en 2e catégorie, 1er échelon prévu par le tableau annexe II à l'arrêté royal du 10 avril 1967 portant statut du personnel de la coopération avec les pays en voie de développement.

§ 2. Le diplôme d'ingénieur industriel délivré conformément à la loi du 18 février 1977 concernant l'organisation de l'enseignement supérieur et notamment des enseignements supérieur technique et supérieur agricole de type long ainsi que le diplôme assimilé à celui d'ingénieur industriel conformément à la loi précitée est rangé parmi ceux qui permettent le recrutement en 2e catégorie, 1er échelon, prévu par le tableau annexe II, à l'arrêté royal du 10 avril 1967 portant statut du personnel de la coopération avec les pays en voie de développement.

**Art. 2.** Par mesure transitoire, les membres du personnel de la coopération au développement qui à la date de la publication du présent arrêté au *Moniteur belge* sont titulaires du diplôme d'architecte délivré conformément à la loi du 18 février 1977 relative à l'organisation de l'enseignement de l'architecture, sont nommés d'office en 2e catégorie, 1er échelon, avec conservation de la qualité de cette nomination s'ils se trouvent classés dans une catégorie inférieure à la deuxième.

Cette nomination produit ses effets à la date du 1er décembre 1978, sans toutefois pouvoir rétroagir avant la date de l'entrée en service de l'intéressé.

Les intéressés se voient attribuer à la date où leur nomination produit ses effets le traitement de base de la 2e catégorie, 1er échelon, augmenté d'un nombre d'augmentations annuelles correspondant à l'ancienneté pécuniaire qu'ils ont acquise à cette date dans la catégorie inférieure.

En vue de l'avancement ultérieur d'échelon prévu à l'article 85 de l'arrêté royal du 10 avril 1967 précité, les intéressés sont considérés comme ayant acquis au moment de leur nomination une ancienneté d'échelon égale à celle acquise dans la catégorie inférieure, diminuée de huit ans, sans que l'ancienneté ainsi valorisée en 2e catégorie, 1er échelon, puisse être supérieure à trois ans.

**Art. 3.** Par mesure transitoire, les membres du personnel de la Coopération au Développement, dont le diplôme a été assimilé à celui d'ingénieur industriel sont nommés d'office en 2e catégorie, 1er échelon, avec conservation de la qualité qui est la leur à la date de cette nomination s'ils se trouvent classés dans une catégorie inférieure à la deuxième.

Cette nomination produit ses effets le premier jour du mois qui suit le jour de la communication de l'assimilation. Toutefois si l'intéressé fait la communication dans les trois mois qui suivent la publication du présent arrêté au *Moniteur belge*, la nomination produit ses effets à la date de l'assimilation de son diplôme. Cette date ne peut cependant être antérieure au 1er décembre 1978. La communication de l'assimilation doit être faite par lettre recommandée à l'Administrateur général de la Coopération au Développement.

Les intéressés se voient attribuer à la date où leur nomination produit ses effets le traitement de base de la 2e catégorie, 1er échelon, augmenté d'un nombre d'augmentations annuelles correspondant à l'ancienneté pécuniaire qu'ils ont acquise à cette date dans la catégorie inférieure.

En vue de l'avancement ultérieur d'échelon prévu à l'article 85 de l'arrêté royal du 10 avril 1967, précité, les intéressés sont considérés comme ayant acquis au moment de leur nomination une ancienneté d'échelon égale à celle acquise dans la catégorie inférieure diminuée de neuf ans, sans que l'ancienneté ainsi valorisée en 2e catégorie, 1er échelon, puisse être supérieure à trois ans.

**Art. 4.** Le présent arrêté produit ses effets le 1er décembre 1978.

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 1 juli 1980;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, eerste lid;

Gelet op de dringende noodzaak;

Op de voordracht van Onze Minister van Ontwikkelingssamenwerking,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1. § 1.** Het diploma van architect afgeleverd overeenkomstig de wet van 18 februari 1977 houdende organisatie van het architectuuronderwijs is gerangschikt tussen diegene welke de aanwerving mogelijk maken in categorie 2, trap 1, voorzien in de tabel bijlage II aan het koninklijk besluit van 10 april 1967 houdende statuut van het personeel van de samenwerking met de ontwikkelingslanden.

§ 2. Het diploma van industrieel ingenieur afgeleverd overeenkomstig de wet van 18 februari 1977 houdende organisatie van het hoger onderwijs en meer bepaald van het hoger technisch en hoger agrarisch onderwijs van het lange type evenals het diploma dat gelijkgesteld is met dat van industrieel ingenieur overeenkomstig voornoemde wet, is gerangschikt tussen diegene welke de aanwerving mogelijk maken in categorie 2, trap 1, voorzien in de tabel bijlage II aan het koninklijk besluit van 10 april 1967 houdende statuut van het personeel van de samenwerking met de ontwikkelingslanden.

**Art. 2.** Bij overgangsmaatregel worden de personeelsleden van de samenwerking die op de datum van de bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* houder zijn van het diploma van architecten afgeleverd overeenkomstig de wet van 18 februari 1977 houdende organisatie van het architectuuronderwijs van ambtswege benoemd in categorie 2, trap 1, met behoud van de hoedanigheid die de hunne is op de datum van deze benoeming indien ze gerangschikt zijn in een lagere categorie dan de tweede.

Deze benoeming treedt in werking op datum van 1 december 1978, zij mag evenwel niet terugwerken vóór de datum van indiensttreding van belanghebbende.

De belanghebbenden krijgen op de datum waarop hun benoeming in werking treedt een basisbezoldiging toegewezen van categorie 2, trap 1, vermeerderd met een aantal jaarlijkse verhogingen overeenkomstig de geldelijke anciënniteit die ze op deze datum hebben verworven in de lagere categorie.

Voor een latere trapbevordering zoals bepaald in artikel 85 van voornoemd koninklijk besluit van 10 april 1967, worden belanghebbenden geacht op het ogenblik van hun benoeming een trapanciënniteit te hebben verworven die gelijk is aan die welke verworven is in de lagere categorie verminderd met acht jaar zonder dat de aldus verkregen anciënniteit in categorie 2, trap 1, meer dan drie jaar mag bedragen.

**Art. 3.** Bij overgangsmaatregel worden de personeelsleden van de Ontwikkelingssamenwerking wier diploma met dat van industrieel ingenieur is gelijkgesteld van ambtswege benoemd in categorie 2, trap 1, met behoud van de hoedanigheid die de hunne is op de datum van deze benoeming indien ze gerangschikt zijn in een lagere categorie dan de tweede.

Deze benoeming treedt in werking de eerste dag die volgt op de dag van de mededeling van de gelijkstelling. Indien belanghebbende de mededeling binnen de drie maanden na de bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* doet, heeft de benoeming uitwerking op de datum van de gelijkstelling van zijn diploma. Deze datum mag nochtans 1 december 1978 niet voorafgaan. De mededeling van de gelijkstelling dient te gebeuren per aangetekende brief aan de Administrateur-generaal van het Algemeen Bestuur van de Ontwikkelingssamenwerking.

De belanghebbenden krijgen op de datum waarop hun benoeming uitwerking heeft de basisbezoldiging toegewezen van categorie 2, trap 1, vermeerderd met een aantal jaarlijkse verhogingen overeenkomstig de geldelijke anciënniteit die ze op deze datum hebben verworven in de lagere categorie.

Voor een latere trapbevordering zoals bepaald in artikel 85 van voornoemd koninklijk besluit van 10 april 1967, worden belanghebbenden geacht op het ogenblik van hun benoeming een trapanciënniteit te hebben verworven die gelijk is aan die welke verworven is in de lagere categorie verminderd met negen jaar zonder dat de aldus verkregen anciënniteit in categorie 2, trap 1, meer dan drie jaar mag bedragen.

**Art. 4.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 december 1978.

**Art. 5.** Notre Ministre de la Coopération au Développement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 3 octobre 1980.

**BAUDOUIIN**

Par le Roi :

Le Ministre de la Coopération au Développement,

**M. EYSKENS**

**MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE  
ET DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE**

F. 81 — 141

**19 DÉCEMBRE 1979. — Arrêté ministériel**  
Ecole supérieure des Arts plastiques et visuels de l'Etat à Mons  
Classement des études

Le Ministre de l'Éducation nationale, Membre de l'Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi du 14 mai 1955 sur l'enseignement artistique;

Vu l'arrêté royal du 31 août 1978 relatif aux conditions de classement de l'enseignement des arts plastiques de plein exercice dans les trois degrés de l'enseignement artistique supérieur;

Vu l'arrêté royal du 12 décembre 1979 portant modification de la durée des études et des conditions d'admission à l'Ecole supérieure des Arts plastiques et visuels de l'Etat à Mons,

Arrête :

**Article 1er.** Est classé dans l'enseignement artistique supérieur du 3e degré l'enseignement donné de l'Ecole supérieure des Arts plastiques et visuels de l'Etat à Mons.

Toutefois, est classé dans l'enseignement de second degré, l'enseignement donné aux étudiants qui obtiennent entre le 31 août 1978 et le 31 août 1983 un diplôme délivré après quatre années d'études et selon les dispositions qui étaient en vigueur dans l'établissement en 1978-1979.

**Art. 2.** L'administrateur général des Affaires culturelles est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 19 décembre 1979.

**J. HOYAUX**

F. 81 — 142

**16 MAI 1980. — Arrêté ministériel**  
Ecole nationale supérieure des Arts visuels de la Cambre  
Classement des études

Le Secrétaire d'Etat à la Communauté française,

Vu la loi du 14 mai 1955 sur l'enseignement artistique;

Vu l'arrêté royal du 31 août 1978 relatif aux conditions de classement de l'enseignement des arts plastiques de plein exercice dans les trois degrés de l'enseignement artistique supérieur;

Vu l'arrêté royal du 4 avril 1980 portant modification de la durée des études et des conditions d'admission à l'Ecole nationale supérieure des arts visuels de l'Etat, La Cambre,

Arrête :

**Article 1er.** Est classé dans l'enseignement artistique supérieur du 3e degré l'enseignement donné à l'Ecole nationale supérieure des arts visuels de l'Etat, La Cambre.

**Art. 5.** Onze Minister van Ontwikkelingssamenwerking is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 3 oktober 1980.

**BOUDEWIJN**

Van Koningswege :

De Minister van Ontwikkelingssamenwerking,

**M. EYSKENS**

**MINISTERIE VAN NATIONALE OPVOEDING  
EN VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP**

N. 81 — 141

**19 DECEMBER 1979. — Ministerieel besluit. — « Ecole supérieure des Arts plastiques et visuels de l'Etat », te Bergen. — Rangschikking van de studiën**

De Minister van Nationale Opvoeding, Lid van de Franse Gemeenschapsexecutieve,

Gelet op de wet van 14 mei 1955 tot regeling van het kunstonderrwijs;

Gelet op het koninklijk besluit van 31 augustus 1978 betreffende de voorwaarden tot rangschikking van de studiën in de plastische kunsten met volledig leerplan in de drie graden van het hoger kunstonderrwijs;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 december 1979 houdende wijziging van de duur van de studiën en van de toelatingsvoorwaarden voor de « Ecole supérieure des Arts plastiques et visuels de l'Etat à Mons »,

Besluit :

**Artikel 1.** Het onderwijs verstrekt aan de « Ecole supérieure des Arts plastiques et visuels de l'Etat », te Bergen, wordt bij het artistiek hoger onderwijs van de derde graad ingedeeld.

Het onderwijs gegeven aan de studenten die tussen 31 augustus 1978 en 31 augustus 1983 een diploma, uitgereikt na vier jaar studiën, volgens de in 1978-1979 in de inrichting geldende bepalingen bekomen, wordt echter bij het artistiek hoger onderwijs van de tweede graad ingedeeld.

**Art. 2.** De administrateur-generaal van de Culturele Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 19 december 1979.

**J. HOYAUX**

N. 81 — 142

**16 MEI 1980. — Ministerieel besluit**  
« Ecole nationale supérieure des Arts visuels de la Cambre »  
Rangschikking van de studiën

De Staatssecretaris voor de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 14 mei 1955 tot regeling van het kunstonderrwijs;

Gelet op het koninklijk besluit van 31 augustus 1978 betreffende de voorwaarden tot rangschikking van de studiën in de plastische kunsten met volledig leerplan in drie graden van het hoger kunstonderrwijs;

Gelet op het koninklijk besluit van 4 april 1980 houdende wijziging van de duur van de studies en van de toelatingsvoorwaarden voor de « Ecole nationale supérieure des arts visuels de l'Etat, La Cambre »,

Besluit :

**Artikel 1.** Het onderwijs verstrekt aan de « Ecole nationale supérieure des arts visuels de l'Etat, La Cambre » wordt bij het artistieke hoger onderwijs van de derde graad ingedeeld.